

RAPPORT D'ACTIVITÉS 2016 – 2017



**Comité logement
de la Petite Patrie**



Table des matières

Nos bons coups cette année.....	4
L'année en chiffres.....	5
Logement privé.....	6-7
Gentrification.....	8-9
Logement social.....	10-11
Concertation.....	12-13
Lutte à la pauvreté.....	14-15
Mobilisation et vie associative.....	16-17
Situation financière: accalmie passagère.....	18
Le mot de la fin.....	18
Mission du Comité logement de la Petite Patrie.....	19

Nos bons coups cette année:

- Le 10 juin 2016, l'Assemblée nationale adopte à l'unanimité le projet de loi 493 qui devient l'article 1959.1 du Code civil du Québec. Les locataires aînéEs sont maintenant protégéEs contre les évictions et reprises de logement.
- Le 9 février 2017, la Régie du logement plie devant le ministre responsable de l'habitation et le protecteur du citoyen et publie les indices de hausses de loyer, qu'elle avait refusé de publier cette année. Une mobilisation, un travail et une victoire retentissantes!
- Une année très fournie en terme de demandes de subvention et nous sommes fièr.e.s d'avoir remporté toutes nos demandes! Nous pouvons de plus compter sur une employée supplémentaire dans l'équipe de travail. Les demandes accordées sont:
 - Ministère de la Famille et des aînéEs pour informer les locataires aînéEs sur leurs droits;
 - Fond de lutte à la pauvreté et à l'exclusion sociale pour notre intervention ciblée dans l'Est du quartier;
 - Projets ponctuels de la Société d'habitation du Québec pour accompagner les locataires vulnérables lors d'exterminations de vermines;
 - Contribution financière de la Ville de Montréal à l'achat de l'immeuble abritant le Centre social et communautaire de la Petite Patrie.

Le travail de longue haleine se multiplie:

- Suite à l'adoption du projet de loi 492, les associations de propriétaires encouragent leurs membres à ne pas louer leur logement aux locataires aînéEs et même à faire des évictions préventives, un chantage ignoble pour faire reculer le gouvernement. Le comité logement empêchera que cette menace ne devienne une réalité. Une lutte à long terme!
- Les punaises de lit pullulent dans notre quartier et la lutte s'annonce longue et ardue. Nous avons travaillé fort pour concerter les acteurs du milieu sur cet enjeu et obtenir des fonds pour accompagner les locataires. Notre expérience montre que les interventions sur cet enjeu exigent un effort soutenu pour espérer des résultats concrets.
- Le parc locatif subit est en danger, sous les assauts de la copropriété indivis ainsi que des locations touristiques de type Airbnb. Contre ces fléaux, nous devons soutenir nos efforts à tous les niveaux: local, régional et national.
- Après cinq années de mise en veille, l'aménagement du site Bellechasse revient en scène. C'est le plus important site du quartier avec 60% des terrains qui sont publics. Le potentiel en logement social est énorme... La Ville-centre s'impose au dossier... À suivre!

2 460

... demandes d'information traitées par le comité logement.
De ce nombre :

468 demandes ont trait à des hausses de loyer

447 présence de vermine (surtout punaises)

334 entretien et la salubrité des logements

204 reprise de logement et à l'éviction

169 logement social

129 résiliation et cession de bail

127 des problèmes de voisinage

58 expulsions, harcèlement, discrimination et achats de baux

524 autres demandes

500 000

Somme d'argent que la Vile de Montréal a promis pour permettre l'achat et la rénovation du Centre social et communautaire de la Petite Patrie, nous approchons du grand jour!

1959.1

Le nouvel article de loi qui protège les locataires aînés contre les évictions et reprises de logement. Un autre pas important pour le droit du logement, ne lâchons rien!

138

réunions et rencontres auxquelles ont assisté trois membres de l'équipe de travail (sur un total de 350 journées travaillées) pour faire avancer le droit du logement, la lutte à la pauvreté et la conversion du 6839 Drolet en Centre social et communautaire.

24

Un nouveau projet de l'Office Municipale d'habitation est en cours dans la Petite Patrie: les Habitations Paul-Buissonneau. Cet immeuble sur St-Vallier près de la rue Des Carrières contient 12 unités subventionnées et 12 unités non subventionnées pour un total de 24 logements.

Plusieurs milliers de locataires de la Petite Patrie consacrent la moitié de leurs revenus à payer leur loyer, vivent dans des logements insalubres ou insécuritaires, subissent du harcèlement, de la discrimination, etc. D'autres sont aux prises avec des menaces d'éviction, une reprise de logement ou subissent une des nombreuses tactiques des propriétaires pour hausser leur profit.

LES MOYENS	LES RÉSULTATS
<p>Permanence téléphonique et accueil au bureau</p> <ul style="list-style-type: none"> • Une employée est affectée à la permanence en tout temps, du lundi au jeudi, de 9h30 à 16h30. 	<ul style="list-style-type: none"> • 2009 demandes d'information adressées au comité logement. • Toutes les 2009 demandes d'information ont été répondues. Nous estimons qu'environ la moitié ont mené à des actions de la part des locataires. Nous estimons qu'environ 10% de ces demandes nécessitent de nombreux rendez-vous, un encouragement constant et un suivi intensif (dans certains cas, un travail avec le service psychosocial du CIUSSS est nécessaire). • Nous notons une augmentation de demandes d'information concernant les reprises et évictions. Les propriétaires offrent des indemnités généreuses pour contourner le processus judiciaire.
<p>Soutien aux démarches légales et administratives</p> <ul style="list-style-type: none"> • Rédaction de mises en demeure. • Préparation à des audiences. • Aide pour compléter des formulaires. • Suivi de demandes particulières. 	<ul style="list-style-type: none"> • 46 demandes ont nécessité une aide pour remplir des formulaires (allocation-logement, HLM, impôt, etc). • 124 mises en demeure ont été rédigées, une procédure qui demande du temps important de recherche et de rédaction. • 14 demandes en lien avec les éluEs locaux pour accélérer ou débloquer le traitement des dossiers de ces locataires. • 68 préparations à une audience à la Régie du logement.
<p>Rencontres d'information</p> <ul style="list-style-type: none"> • Privilégier l'éducation populaire pour informer les locataires et les outiller à changer leurs conditions de vie. • Encourager un effet multiplicateur des personnes informées dans leur réseau de proximité et de connaissance. 	<ul style="list-style-type: none"> • L'équipe de travail a participé à une formation de deux journées sur de bonnes pratiques d'intervention auprès des personnes ayant des problèmes de santé mentale, tout en préservant la santé mentale des intervenantEs. • Nous avons offert un atelier sur la nouvelle réglementation protégeant les locataires aînéEs à l'Écho des femmes de la Petite Patrie, 11 personnes ont assisté à cette rencontre. Nous avons aussi donné un atelier sur les hausses de loyer à 15 locataires du quartier.
<p>Accompagnement de locataires vulnérables</p> <p>Nous avons réalisé tous les objectifs du projet <i>Intervention préventive dans les logements du secteur Marconi-Alexandra et St-Édouard</i>. En voici les faits saillants (un bilan exhaustif est disponible sur demande).</p> <ul style="list-style-type: none"> • Embauche, formation et coordination. • Tournée des organismes et formation. • Action sur le terrain et suivis de cas. 	<ul style="list-style-type: none"> • Embauche de deux personnes à trois jours semaine pour une durée d'un an et amélioration de nos interventions terrain. • Rencontre avec 15 organismes pour présenter le projet. • Formation de 7 intervenants sur la salubrité et le droit au logement. • Présence de 123 locataires à des ateliers sur la salubrité et le droit du logement. • Visite de 53 immeubles totalisant 838 logements (30 immeubles ont des problèmes de salubrité et de vermine). • 212 dossiers ouverts comportant des suivis (accompagnement, soutien et réconfort, rédaction de mises en demeure, négociation avec des propriétaires, regroupement de locataires, références, etc.) et 154 dossiers concernent des personnes vulnérables. • Environ 424 locataires prennent des actions pour améliorer leurs conditions de logement.

LES MOYENS	LES RÉSULTATS
<p>Accompagnement de locataires vulnérables (suite)</p> <ul style="list-style-type: none"> • Interventions concertées avec les acteurs du milieu. • Repérage de terrain et d'immeubles pour du logement social. 	<ul style="list-style-type: none"> • Participation à 5 rencontres de la Table de concertation sur le logement de Rosemont / la Petite-Patrie pour mettre en œuvre la Stratégie locale de lutte à l'insalubrité de l'arrondissement. • Identification en concertation des immeubles ayant des problèmes récurrents d'insalubrité et priorisation de l'extermination de punaises de lit. • Visites d'immeubles avec une intervenante du CIUSSS, un inspecteur de l'Arrondissement et une intervenante du Rebond. • Identification concertée des obstacles à l'élimination des problèmes de vermine (santé mentale, pauvreté, propriétaire récalcitrant, etc.); • Mise en œuvre du projet pilote, <i>Protéger, aider et soutenir : un PAS vers la salubrité des logements</i> avec l'appui de nos partenaires (octroi de 19 000\$ en subventions pour accompagner les ménages vulnérables à la préparation à l'extermination). • Collaboration de la Ville Centre et de l'OMHM à l'accompagnement des ménages vulnérables sur la rue Drolet dans la préparation de leur logement avant une extermination via le Volet Ville-Salubrité. Les 54 locataires peuvent maintenant habiter un logement exempt de punaises et coquerelles. • Satisfaction d'avoir développé un modèle de bonnes pratiques d'intervention concertée d'immeubles infestés avec locataires vulnérables, et de pouvoir reproduire le modèle avec d'autres immeubles. • Repérage de 3 immeubles et démarches pour une acquisition en vue de transformation en logement social.



Notre travail d'accompagnement de locataires vulnérables nous en fait voir des vertes et des pas mûres!
 Sur la photo en bas à droite: Maxime, Martin et Mélanie parés pour une visite d'immeuble.

Les locataires de la Petite Patrie sont aux prises avec un processus de gentrification: appauvrissement suite à des fortes hausses de loyers, éviction des logements, insalubrité et insécurité. Le comité logement consacre beaucoup de ressources à cette lutte. Notre stratégie d'intervention consiste à aider, soutenir et accompagner les locataires pour les maintenir dans leur logement dans des conditions acceptables. Nous préférons cela aux palabres sur le concept de gentrification. Nos résultats parlent d'eux-mêmes.

LES MOYENS	LES RÉSULTATS
<p>Les membres du comité logement se mobilisent dans un comité de lutte pour et par les locataires</p> <ul style="list-style-type: none"> • Mini-campagne de sociofinancement pour venir en aide aux locataires démunis. • Accompagnements de locataires dans leurs démarches légales et administratives. • Cellule d'enquêtes secrètes. 	<ul style="list-style-type: none"> • Sur une somme de 110\$ récoltée par le comité de sociofinancement, 50\$ ont permis à quatre locataires d'envoyer leur mise en demeure au proprio. • Un membre a accompagné un locataire pour le soutenir lors d'une visite d'une compagnie d'assurance au domicile du locataire. • Sept membres participent à la cellule d'enquêtes secrètes et se réunissent à cinq reprises. 32 logements ont fait l'objet d'une enquête cette année. Notre banque de données contient 94 logements.
<p>Le comité logement se félicite de l'adoption du projet de loi 492 protégeant les locataires ainés contre les évictions et reprises</p> <ul style="list-style-type: none"> • Rencontres avec l'équipe ministérielle. • Conférence de presse sur l'adoption du projet de loi 492. • Information auprès de la population des nouvelles dispositions de la loi. • Demande de financement auprès du Ministère de la Famille et des ainés. 	<ul style="list-style-type: none"> • Nous avons participé à sept rencontres de négociation avec l'équipe ministérielle pour finaliser la portée du projet de loi. À ces rencontres, nous avons été étonné de constater le parti pris déconcertant de la présidente de la Régie du logement (Me Anne Morin) en faveur des associations de propriétaires. • Une vingtaine de personnes ont assisté à la conférence de presse conjointe avec Mme. Françoise David et le président du Réseau FADOQ pour célébrer l'adoption du projet de loi 492. • Distribution de 100 signets informant les locataires ainés des nouvelles dispositions de la loi dans une trousse remise aux personnes ainées par la police communautaire lors de leur porte-à-porte. • Obtention d'une subvention du Ministère de la Famille et des ainés pour informer tous les locataires ainés de Montréal sur leurs droits de locataires. • Présentation de notre projet à l'AGA de la Table de concertation des ainés de l'Île de Montréal (TCAIM). • Mobilisation de la communauté suite aux propos discriminatoires de la CORPIQ contre les locataires ainés.
<p>Le comité logement dénonce les évictions frauduleuses pour agrandissement, subdivision ou changement d'affectation.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Travail de concertation avec le cabinet du maire d'arrondissement et le Comité logement Rosemont. • Soutien aux locataires qui sont victimes d'une éviction 	<ul style="list-style-type: none"> • Les comités logement de l'arrondissement ont travaillé en collaboration afin d'amener l'arrondissement à adopter des moyens de contrer les évictions frauduleuses. • Participation avec une vingtaine de locataires et intervenantEs à l'action régionale du RCLALQ contre les reprises et évictions, devant le métro Mont Royal. • Soutien à 8 ménages locataires sous le coup d'une éviction. Tous les ménages quittent et reçoivent en moyenne une indemnité de 10 000\$.

LES MOYENS	LES RÉSULTATS
<p>Enquête et mobilisation sur le phénomène Airbnb</p> <ul style="list-style-type: none"> • Embauche et formation • Cueillette de données et analyse • Conférence de presse 	<ul style="list-style-type: none"> • Embauche d'une personne dans le cadre du programme Emploi Été Canada. • La personne embauchée a fait une analyse du phénomène à partir des réglementations existantes dans d'autres villes, des offres de location dans le quartier, des coupures de journaux et des témoignages de locataires sur les nuisances causées par ce type d'hébergement. • Un rapport d'enquête est rédigé et adopté par le conseil d'administration. Ce rapport inclut la position du comité logement: nous demandons l'interdiction immédiate de transformer tout logement locatif en hébergement touristique via les plateformes de type Airbnb ou par tout autre moyen. • Nous avons participé à trois réunions préparatoires avec le Comité logement du Plateau Mont Royal pour l'organisation d'une conférence de presse conjointe sur Airbnb. Une cinquantaine de personnes ont assisté à cet événement le 29 novembre.



Mme P. a 69 ans et habite la rue de Normanville. Son propriétaire lui annonce qu'il veut vendre l'immeuble et lui offre 10 000\$ pour quitter. Mme. P. refuse. Le proprio lui demande de remplir un formulaire de renseignements personnels, exigeant illégalement son numéro d'assurance-maladie, etc. Dernière question du formulaire: quel âge avez-vous?



Notre enquête sur Airbnb rendue publique à une conférence de presse très suivie, organisée en coopération avec le Comité logement du Plateau Mont Royal

La forte spéculation immobilière que le gouvernement provincial encourage par son inaction nous empêchent d'annoncer des nouveaux projets de logements sociaux dans le quartier. Le gouvernement Couillard est largement responsable de ce cul-de-sac avec les nombreuses coupures qui ont été infligées au programme AccèsLogis. En prévision des élections, la programmation est rehaussée cette année mais les coûts du foncier dans notre quartier ne nous permettent pas d'espérer beaucoup de ce côté.

L'heure est grave, l'impasse est totale. La solution: une opposition citoyenne et solidaire très vive contre les politiques d'austérité et contre la spéculation immobilière.

LES MOYENS	LES RÉSULTATS
<p>Rencontres d'information sur le logement social dans la Petite Patrie</p>	<p>60 locataires ont participé aux 9 rencontres. La participation plutôt faible s'explique par l'absence de nouveaux projets, étant donné la forte spéculation foncière, l'absence de terrains et la priorisation par les groupes de ressources techniques en faveur des grands projets</p>
<p>Concertation avec le milieu</p> <ul style="list-style-type: none"> • Rencontres de la Table de concertation logement / aménagement de la Petite Patrie • Participation au conseil d'administration de Bâtir son quartier en tant que représentant du secteur de la Petite Patrie • Réalisation de logements sociaux et communautaires • Comité de suivi de l'arrondissement Rosemont-Petite Patrie sur la stratégie locale d'inclusion 	<ul style="list-style-type: none"> • Participation du comité logement à 9 rencontres du conseil d'administration de Bâtir son quartier et à son assemblée générale annuelle • Préparation, animation et participation à 5 rencontres de la Table logement et à l'assemblée générale annuelle • En cours: L'Office municipale de l'habitation de Montréal termine la construction d'un immeuble de 24 logements sur la rue St-Vallier (Programme Accès-Logis, 50% de logements subventionnés), occupation prévue en septembre 2017. Nous avons travaillé pour informer les locataires, négocier le processus de sélection avec l'OMHM en y intégrant la liste de requérantEs du quartier et préparer l'aménagement de ce site pour le prochain projet de l'OMHM (193 logements pour personnes âgées semi-autonomes). • Nous avons participé à la consultation publique de la Société d'habitation du Québec sur le logement social. Le comité logement a déposé son mémoire "Travaillons en amont des problèmes". Nous avons pris la parole pour insister sur le fait que le développement de logements sociaux doit s'accompagner, en amont, d'une lutte contre la spéculation immobilière. • Au mois de février 2017, à la rencontre du comité de suivi sur la stratégie d'inclusion présidé par le maire de l'arrondissement, nous avons appris que le développement du secteur Bellechasse est de nouveau d'actualité. La Ville de Montréal produira bientôt un plan directeur d'aménagement. Nous avons également appris que la dotation du fonds de compensation pour du logement social et communautaire approche le million de dollars.
<p>Repérage de terrains vacants ou d'immeubles propices à la mise sur pied d'un projet de logements sociaux ou communautaires.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Le comité logement continue de travailler avec ses partenaires pour rehausser les critères de financement du programme AccèsLogis. Cette année, la programmation annuelle est revenue à son plancher précédent de 3000 unités annuelles. Le programme de rénovation a été remis à jour avec une modeste enveloppe de 75 millions \$, ce qui pourrait aider à un projet d'achat-rénovation dans le quartier. • Un important travail d'arrière-plan en repérage a été réalisé. Plusieurs immeubles ont été identifiés et dans un des cas, nous pouvons espérer un projet futur, si les conditions le permettent.

Pourquoi des logements sociaux?

- 74% des ménages du quartier sont locataires et 38% de ces ménages ont un loyer qui excède leur capacité de payer.
- Au moins 3 287 logements locatifs du quartier ont été convertis en condos et 1 100 nouveaux condos ont été construits dans le quartier, la majeure partie depuis 2006. Durant ce temps, quasiment aucun logement locatif n'a été construit.
- Entre 2002 et 2014, seulement 4% des unités montréalaises de logements sociaux ont été réalisés dans la Petite Patrie. Le prix des terrains est trop élevé. Augmenter la part de logements sociaux dans le quartier aiderait à freiner l'exode de la population suite à la spéculation immobilière.



Les Habitations Paul-Buissonneau, un projet de 24 logements sociaux de l'Office municipale d'habitation de Montréal, bientôt prêt à loger les locataires du quartier.

**NOS PARTENAIRES ET
LIEUX DE CONCERTATION**

Intervention hébergement

- Maison Le Parcours, Face-à-face, SHAPEM, Interloge, La Maison du Père, Accueil Bonneau, Abri de l'espoir, le Chaînon.

Intervention d'aide aux locataires et référence

- Service de première ligne du CLSC local, Centre de ressources et d'action communautaire, Diogène, Tel-Aide, La Maisonnée, Dollard-Cormier, Le Fil, SAVA, OPDS, SHDM, FOHM, Direction de la santé publique, Service de prévention des incendies, Police communautaire du poste 35, ACEF du Nord, Éconologis, service de médiation citoyenne Trajet, Écho des femmes, Office municipale d'habitation de Montréal, Options consommateurs, Députée de Gouin, Service des permis et inspections de l'arrondissement.

Concertation locale

- CIUSSS du Nord-de-l'Île-de-Montréal
- Arrondissement Rosemont-la-Petite-Patrie
- Coalition contre la pauvreté Petite Patrie
- Table logement / aménagement Petite Patrie
- Regroupement des tables de concertation de la Petite Patrie (RTCPP)
- Centre social et communautaire de la Petite Patrie
- Députée provinciale de Gouin



20 groupes du quartier rencontrent la députée qui signe la déclaration de reconnaissance du communautaire.

LES RÉSULTATS

- Environ 60 locataires ont été référés à ces services en hébergement (parfois avec accompagnement). Dans certains cas, les intervenantEs se déplacent au comité logement pour coordonner leurs interventions
- Nous constatons une bonne quantité de problèmes liés au voisinage. Environ 80 locataires ont été référés à un service de médiation sociale.
- Environ 50 locataires ont profité d'un soutien quasi-hebdomadaire par la permanence et le service psychosocial du CLSC local.
- 40 locataires ont bénéficié du fonds d'urgence de l'ACEF pour payer le loyer suite à notre référence.
- CIUSSS: la concertation locale a été difficile, en raison de la loi 10 de Barrette qui a notamment transféré la moitié des effectifs du CSSS dans les Groupes de médecine familiale. Malgré cette situation, le comité logement travaille d'arrache-pied pour maintenir cet acteur important du milieu dans la concertation.
- Arrondissement Rosemont-La Petite Patrie: suite au projet PDUES, le comité logement constate une amélioration dans les pratiques du Service des permis et inspections (notamment: communication avec les locataires et avec le comité logement, possibilité de représenter les locataires, procédures administratives plus fluide).
- Coalition contre la pauvreté: Production d'outils distribués dans le quartier (flèche, macarons, bannière) pour la campagne Nous sommes le communautaire. Organisation d'un défilé avec 75 personnes dans les rues du quartier durant la semaine de grève du communautaire et participation à la manifestation régionale. La Coalition assure une présence mensuelle de l'OPDS afin d'informer les personnes prestataires d'aide sociale à défendre leurs droits.
- RTCPP: le comité logement préside le CA et les AG. Cette année, un travail de reddition de comptes auprès des bailleurs de fonds s'est engagé et le RTCPP amorcé un travail de réflexion autour d'un portrait de quartier.

Concertation régionale

- Bâtir son quartier
- Groupes de Montréal du RCLALQ
- Collectif de recherche et d'action sur l'habitat (CRACH)

- Nos dossiers locaux portés au niveau régional: mobilisation pour bonifier les programmes de logements sociaux et communautaires, protection du parc locatif, accompagnement des locataires vulnérables pour l'extermination de la punaise et protection des droits des locataires aînés.
- Les résultats avec Bâtir son quartier sont détaillées dans la section sur le logement social.
- Nous avons participé à six rencontres des Groupes de Montréal du RCLALQ. Étant donné que cette instance est moins près de nos priorités locales, nous avons décidé de participer aux rencontres des Groupes de Montréal seulement lorsque nécessaire, selon les ordres du jour.
- Nous avons rencontré à trois reprises nos partenaires du CRACH et nous avons étudié la possibilité d'une analyse du parcours des locataires évincés du quartier. Les difficultés se sont multipliées et nous avons suspendu notre participation à ce projet.

Concertation nationale

- Regroupement des comités logement et associations de locataires du Québec (RCLALQ)

- Le comité logement fait à nouveau partie du conseil d'administration du RCLALQ depuis septembre 2016. À ce titre, nous étions aux rencontres du CA et, de plus, nous avons rencontré avec la permanence du RCLALQ la Direction de l'habitation de la Ville de Montréal, la présidence de la Régie du logement, la porte-parole sur le logement de l'Opposition officielle de l'Assemblée Nationale et l'attachée politique du Premier ministre du Canada. Outre cet important engagement, nous participons aux activités habituelles de concertation (AG, Congrès, Journée des locataires, conférences de presse, etc.). En tout pour tout, nous avons assisté et participé à 22 rencontres du RCLALQ.
- Nous avons contribué à la Tournée du RCLALQ sur le Rapport dénonçant la Régie du logement. Cela nous a amené à animer deux ateliers, l'un à St-Jérôme et l'autre à Joliette, à l'automne 2016. Une cinquantaine de personnes ont assisté à ces ateliers.
- Il faut souligner l'important travail du comité logement pour faire reculer la non-publication des indices de hausses de loyer par la Régie du logement. Neuf groupes du quartier et plus de 150 locataires ont transmis au ministre notre lettre de protestation. Nous avons demandé à la députée de Gouin Mme. Françoise David d'intercéder auprès du ministre de l'habitation, ce qui fut fait. Nous étions présents avec cinq locataires du quartier à une importante manifestation du RCLALQ devant les bureaux de la Régie du logement. La Régie a reculé et nous fêtons notre victoire!



Le comité logement en conférence de presse avec le RCLALQ pour demander le retour de la publication des indices de hausses de loyer par la Régie

LES MOYENS	LES RÉSULTATS
<p>Un Centre social pour le quartier:</p> <p>Face aux hésitations de la Commission scolaire:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Demande de rencontre avec le nouveau responsable des immeubles excédentaires • Demande d'appui au Commissaire scolaire • Représentations auprès de la Présidente <p>Montage financier</p> <ul style="list-style-type: none"> • Service Desjardins Entreprise • Investissements Québec • Ville de Montréal <p>Fonctionnement à l'interne</p> <ul style="list-style-type: none"> • Stationnement • Hausses de loyer 	<ul style="list-style-type: none"> • Une rencontre a été obtenue avec le nouveau responsable des immeubles excédentaires. À notre surprise, il remettait en question la vente de l'immeuble au Centre social. Des démarches ont suivi pour confirmer auprès des instances politiques la vente de l'immeuble. • Une demande de rencontre avec la Présidente de la CSDM a été faite. Celle-ci s'est présentée à une rencontre des Lève-tôt et la confirmation de la vente de l'immeuble paraissait timide à nos oreilles. • Nous avons rencontré le Commissaire scolaire pour nous assurer de son appui, ce que nous avons obtenu. Celui-ci a fait la tournée des conseils d'établissement pour valider les besoins en espace scolaire du quartier. • Les éluEs du quartier ont réaffirmé leur appui. • Le DG de la Société de développement Angus a mis son poids dans la balance pour obtenir un engagement clair et commencer le processus d'aliénation de gré à gré. • La Convention avec la Ville de Montréal est signée pour un montant total de 500 000\$. Il reste à négocier les termes du prêt avec les prêteurs hypothécaires. • Le Centre social participe aux mobilisations des groupes communautaires contre les hausses de loyer faramineuses imposés par la CSDM. • Le Centre social s'occupe de la gestion des espaces de stationnement.
<p>Présence dans l'est du quartier:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Permanence du comité logement au local de La Place dans le Parc Montcalm • Outils annonçant la ressource et nos services • Ateliers sur les droits des locataires • Soutien aux locataires dans leurs démarches légales (consultations, rédactions de lettres, etc.) • Visites d'immeubles dans le secteur Est suite à des signalements de problèmes ou suite à des repérages • Organisation de rencontres collectives • Participation à la concertation locale • Participation à un documentaire de Radio-Canada sur la gentrification 	<ul style="list-style-type: none"> • 203 accroches-porte ont été distribués, une petite annonce parue dans le journal local durant 10 semaines et 3331 cartons distribués par envoi postal dans les logements locatifs du secteur pour informer de la ressource. • 46 journées de permanence ont été assurées. • 84 locataires ont profité de nos services dans l'Est. • Animation de 3 ateliers sur le droit du logement auxquels assistent 31 personnes.. • Participation à 6 rencontres de concertation (CIUSSS, service d'inspection et mairie) • 6 immeubles ont été visités (201 logements), 32 locataires rencontrés et organisation de 2 rencontres collectives. • Participation à 2 journées de tournage et 3 entrevues préparatoires pour la production d'un documentaire de Radio-Canada sur la gentrification.



Les groupes du Centre social et communautaire de la Petite Patrie s'engagent pour le communautaire

Luttes collectives

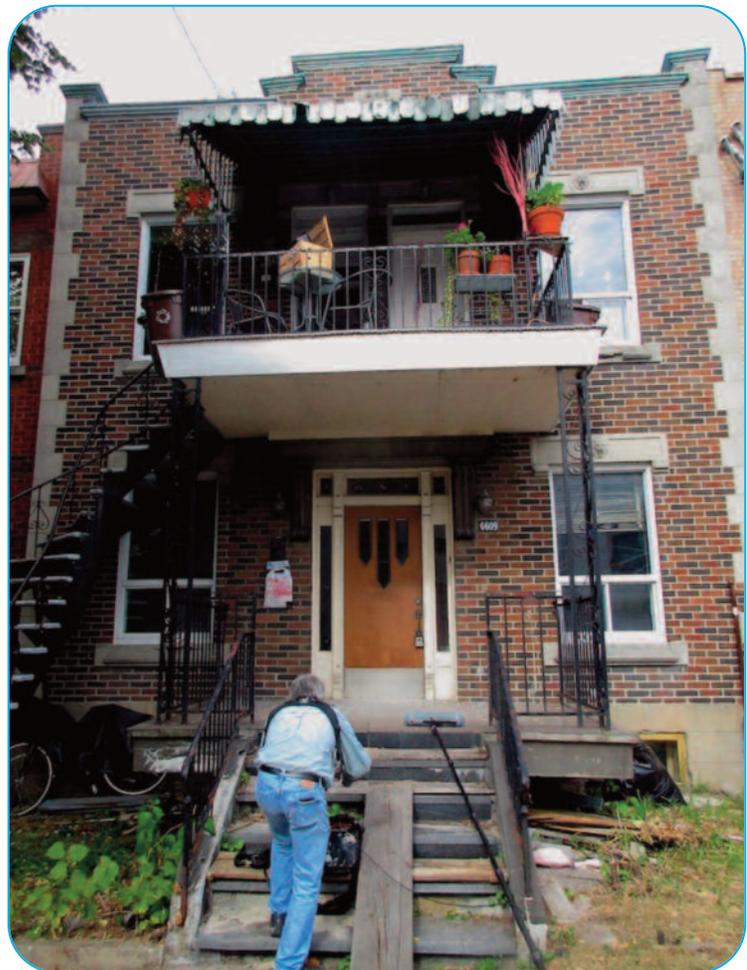
Le logement est un droit, locataire défends-toi !

Punaise, moisissure, intimidation, hausse de loyer abusives, reprise de logement, éviction pour agrandissement ou subdivision, travaux majeurs, logement en mauvais état, etc...

Le Comité logement de la Petite Patrie est là pour vous aider :

- Soutien aux démarches légales et aide à la rédaction de lettres.
- Regroupement de locataires autour d'un problème commun.
- Soutien et accompagnement de personnes âgées et vulnérables.
- Rencontres d'information sur le logement social et sur le droit du logement.
- Mobilisation de l'opinion publique sur des enjeux liés au logement.
- Représentations politiques.

Le tout gratuitement et efficacement.



Grâce au programme de Lutte à la pauvreté et à l'exclusion sociale, le comité logement assure une présence dans l'est du quartier une journée par semaine. On voit à droite un propriétaire qui mène la vie dure à ses locataires pour obtenir leur départ rapide presto...

Nous croyons aux vertus de l'action collective et solidaire pour faire face aux problèmes sociaux vécus par les résidantEs du quartier. L'action collective permet de trouver ensemble des alternatives intelligentes à ces problèmes et d'inclure la voix de chacun et chacune dans les revendications.

NOS ACTIVITÉS DE VIE ASSOCIATIVE CETTE ANNÉE:



29 juin 2016, CLPP
Assemblée générale annuelle



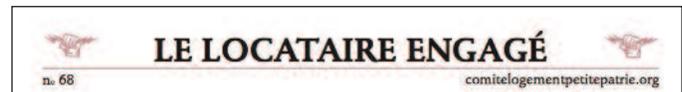
13 décembre 2016, CLPP
Souper de Noël avec les
membres du CA



13 janvier 2017, Montréal
Levée de fonds Centraide Spin-o-don



Été 2016: Le comité de lutte enquête !



Le locataire engagé

464 abonnés 34 parutions cette année

NOS ACTIVITÉS DE MOBILISATION CETTE ANNÉE:



24 avril 2016, Saint-Henri
Journée des locataires
RCLALQ



21 mars 2017, Tour de la bourse à Montréal
Pour un meilleur financement du communautaire
RO-DCD



13 juin 2016, Villeray
Contre le dépôt de garantie
 RCLALQ



24 août 2016, Petite Patrie
Mobilisation citoyenne contre la prolifération des stationnements en milieu résidentiel
 Voisins engagés de la Petite Patrie



4 octobre 2016, Parc Extension
Manifestation pour le logement social
 Coalition Marconi Beaumont



8 novembre 2016, Petite Patrie
Petite Patrie se mobilise!
 Coalition contre la pauvreté



9 novembre 2016, Montréal
Engagez-vous pour le communautaire!
 RQACA et RO-DCD



16 novembre 2016, Centre ville de Montréal
Lancement de la campagne Régie du logement
 RCLALQ



2 février 2017, Montréal
Manif devant la Régie pour exiger le retour des indices
 RCLALQ

Nous répétons notre message annuel: alors que les locataires s'appauvrissent, le gouvernement fait des coupes drastiques dans les services sociaux et les programmes desservant les plus vulnérables.

Ces coupes augmentent les appels à l'aide vers les groupes communautaires. Afin de répondre aux nombreuses demandes exprimées, le comité logement se joint aux groupes communautaires qui demandent un rehaussement du financement à leur mission de base.

Le comité logement a fait grève les 9 et 10 novembre 2016 pour appuyer la campagne «Pour la reconnaissance, l'autonomie et le financement du communautaire».

Concernant notre situation financière actuelle, nous vivons un certain répit car les demandes de subvention ponctuelles que nous avons rédigé ont toutes été accordées. Ces aides ponctuelles nous permettent d'assurer pour une année la consolidation de l'équipe de travail et la maintien d'une ressource additionnelle.

Cette solution de passer par l'aide ponctuelle en est une de rechange et fort limitée dans le temps.

Nous ne pourrons pas repostuler aux mêmes programmes et nous ne pouvons pas espérer trouver de nouveaux programmes dans notre champ et notre philosophie d'intervention à chaque année. Ces programmes ont des priorités étatiques et menacent l'autonomie du communautaire.

La solution passe par le rehaussement du financement récurrent des organismes communautaires autonomes.



Date de fondation: 24 octobre 1983

Nombre d'employées: Quatre personnes

Membres du conseil d'administration: sept personnes

Nombre de membres: 316 personnes

Nombre de locataires rejoints: 2 386

703 mentions *J'aime* sur notre page Facebook

Entretien et salubrité des logements: 781 plaintes (↑ 61%)

Répartition:

Vermine: 36,2% (↑ 8%)

Cadre bâti: 22,3% (↓ 3,5%)

Plomberie et infiltration d'eau: 16% (↓ 1,8%)

Chauffage: 8,1% (↑ 0,1%)

Humidité et moisissures: 7,1% (↓ 4,8%)

Encombrement: 4,2%

Odeurs: 3,6% (↓ 0,2%)

Électricité: 2,5% (↓ 1,9%)

Le Comité logement de la Petite Patrie, fondé en 1983, a pour mandat d'informer, de sensibiliser, de défendre et de représenter les résidantEs du quartier, prioritairement celles et ceux socioéconomiquement défavoriséEs, sur toutes questions relatives à l'habitation et à l'aménagement urbain. Les deux principaux volets d'action du comité logement sont la défense des droits des locataires et le développement du logement social. Nous favorisons la prise en charge individuelle et collective des personnes et nous soutenons activement les initiatives qui encouragent le regroupement et la solidarité entre locataires.

Nous prêtons une assistance aux personnes aux prises avec des problèmes de logement (augmentation de loyer, présence de vermine, discrimination, mauvais état du logement, bruit, chauffage insuffisant, reprise de logement). Nous informons les gens sur la loi qui régit les relations entre locataires et propriétaires ainsi que le règlement sur l'entretien et la salubrité des logements de la Ville de Montréal. Nous organisons des campagnes de promotion pour l'obtention de nouvelles unités de logement social afin de répondre aux besoins des mal logéEs du quartier de la Petite Patrie.



Des employé.e.s qui contribuent à l'avancement du droit au logement.

De gauche à droite : Martin Blanchard, Mélanie Baril, Sylvie Lavigne et Anne Thibault.



Des gens pour qui le logement est un droit et non une marchandise.

De gauche à droite : Maxime Thibault-Leblanc, Karine Brunet, Stéphan Gervais, Maggie Lebeau, Asma Etlili, Frédéric Monast et Martin Blanchard siègent au Conseil d'administration.



Comité Logement de la Petite Patrie
6839-A Rue Drolet
Montréal, Québec
H2S 2T1

Téléphone : 514-272-9006

Courriel : clpp@bellnet.ca
Site web: comitelogementpetitepatrie.org
facebook.com/comitelogementpetitepatrie

Heures d'ouverture :
Lundi au jeudi, 9 h 30 à 16 h 30

Le comité logement est financé par



Centraide du Grand Montréal

Québec



Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales

Montréal 

Rédaction du rapport d'activités: Équipe de travail CLPP

Photographies: Comité logement de la Petite Patrie, RCLALQ, Bâtir son quartier et Facebook